

La part de la Suisse romande dans l'histoire militaire de la Suisse

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **62 (1917)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-339924>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE MILITAIRE SUISSE

LXII^e Année

N^o 1

Janvier 1917

La part de la Suisse romande dans l'histoire militaire de la Suisse ¹.

Le rôle des Welches dans les milices nationales.

Les Welches furent, d'une façon générale, un élément de progrès et une source d'émulation dans l'armée nationale.

L'organisation des milices de l'ancienne Confédération, était affaire des Cantons. Certains d'entre eux négligèrent beaucoup leur état militaire, mais le gouvernement de LL. EE. de Berne montra, à toutes les époques, le plus grand souci de sa préparation à la guerre. « Car Berne, de tous les cantons suisses le plus riche et le plus grand, fut aussi le seul à posséder une doctrine politique, une « pensée d'Etat. » Poursuivant une politique européenne, son patriciat avait donc besoin d'une diplomatie et d'une armée. » (G. de Reynold.)

Les Vaudois se trouvèrent au bénéfice de cette organisation si bien entendue. Ils eurent, bientôt après la conquête, l'occasion de montrer leurs qualités guerrières.

En 1562, déjà, alors que l'attitude du duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, inspirait des craintes à Berne, Genève et le Pays de Vaud, devant les ordres, coururent aux armes. Berne donna des « Ordres de guerre ». A Lausanne, le bourgmestre *Henri de Praroman* « fait tenir prêts les soldats de la ville, soit les Elus, soit les Restans (élite et réserve), il fait placer une forte garnison au château de Lausanne et à celui d'Ouchy; il augmente le guet aux tours des églises, aux murs de la ville et aux portes; il fait préparer les signaux; il fait défendre aux bateliers de passer des étrangers en Savoie. »

Le duc de Savoie qui savait toute la Suisse prête à appuyer Berne, s'adressa au roi d'Espagne pour qu'il intervînt

¹ Voir notre livraison de décembre 1916.

auprès des Cantons. Après quatre ans de pourparlers, la paix fut signée à *Lausanne* (22 octobre 1564). Le duc renonçait à perpétuité au Pays de Vaud, mais Berne lui restituait les bailliages de Ternier, de Thonon et de Gex. La France garantit ce traité. Genève, combourgeoise de Fribourg depuis 1519, de Berne depuis 1526, de Zurich depuis 1584, sans cesse inquiétée par les entreprises du duc de Savoie, comptait toujours sur le secours des Suisses. Et chaque fois, aux heures du danger, les Vaudois sont accourus sous la bannière de Berne. Il en vint 2000 en 1580. En 1590, quand les plénipotentiaires bernois eurent signé avec la Savoie ce honteux *traité de Nyon* qui abandonnait Genève, les Etats de Vaud protestèrent, demandant à grands cris la guerre contre Charles-Emmanuel, et votèrent des levées d'hommes et des subsides. Le traité de Nyon, désavoué par le Conseil de Berne, fut annulé par un vote du peuple, dans un beau mouvement d'indignation. En 1602, à la première nouvelle de l'Escalade, un corps de 500 Vaudois parut devant les portes de Genève et toutes les milices du Pays de Vaud prirent les armes. La ville reçut une garnison suisse et, pendant un an, jusqu'au traité de St-Julien, on guerroya dans le Chablais.

Cependant Charles-Emmanuel ne pouvait se consoler de la perte du riche Pays de Vaud. En janvier 1611, son armée s'approcha de nouveau de Genève. Berne mit sur pied toute son élite, fit occuper les passages du Jura et expédia en toute hâte le *régiment de secours* à Genève. Ce régiment était une troupe permanente, composée de Vaudois recrutés à Lausanne, Morges, Nyon et Yverdon. Son effectif était de 1000 hommes, répartis en six compagnies. Le *colonel de Lavigny* le commandait, en 1659. Le secours était constamment prêt à être embarqué sur des brigantins à l'ancre dans les ports de la Côte.

Berne chargea *M. de Loys*, officier des Cent-Suisses de la garde, d'informer la Cour de France des projets du duc de Savoie sur le Pays de Vaud. La France engagea Charles-Emmanuel à retirer ses troupes de la frontière suisse et fit avancer les siennes. Le duc de Savoie s'exécuta aussitôt.

Les querelles de Berne avec le duc de Savoie prirent fin en 1616. Cette année-là, la Suisse occidentale fut menacée par

une armée espagnole rassemblée en Franche-Comté pour s'emparer de la Savoie. Le régiment de secours se jeta dans Genève, l'armée bernoise mobilisa sous le commandement du général H. de Diesbach. Charles-Emmanuel chercha aussitôt l'appui de Berne et conclut un traité d'alliance offensive et défensive par lequel ce canton s'engageait à lui fournir trois régiments. Les Vaudois s'y enrôlèrent en foule et, plus tard, les Roguin, les Roy, les Rochmondet, les de Portes firent de brillantes carrières au service de Savoie.

Quand la guerre de Trente ans s'étendit sur la moitié de l'Europe, la Suisse, épargnée, resta neutre bien qu'ayant des régiments dans toutes les armées belligérantes. En 1620, les Espagnols et les Autrichiens dévastèrent la Valteline, pays grison. Une armée zuricoise et bernoise passa les Alpes pour secourir les Liges Grises. Elle fut battue par les Espagnols à Tirano ; son chef, Nicolas de Mulinen et tous les officiers bernois, sauf un, succombèrent. « L'histoire rappelle les noms des Bernois tués à Tirano, mais elle n'a pas daigné conserver les noms des Vaudois qui moururent sous les drapeaux de LL. EE., » observe tristement l'historien Verdeil.

A la même époque, Berne envoya des troupes au secours de Mulhouse, menacée par les Impériaux ; Lausanne fournit une compagnie.

Le lien fédéral était si relâché que, même environnés de dangers, pendant qu'on se battait à nos frontières, catholiques et protestants étaient prêts à en venir aux mains dans les cantons. Pourtant, lorsque les armées de Turenne et les Suédois s'approchèrent du Rhin, après que notre territoire eut été violé plusieurs fois, la Diète, rassemblée à Wyl, se décida à prendre des mesures pour la défense du pays. Les délibérations aboutirent au *Défensional de Wyl* qui fut notre première organisation militaire fédérale (1647). On y fixa les effectifs à fournir par les pays romands.

Dès que le danger se fut éloigné, après la paix de Westphalie, les querelles intérieures reprurent de plus belle. A partir de ce moment, et jusqu'à la chute de l'ancienne Confédération, pendant un siècle et demi, les soldats welches n'eurent d'autres occasions de montrer leur valeur que dans des guerres civiles et dans les troupes suisses à l'étranger. Cette triste

période de notre histoire est cependant utile à étudier; elle nous enseigne que, chaque fois que la discorde a régné en Suisse, l'étranger en a profité pour intervenir dans nos affaires et nous humilier. Le récit de ces interventions sort du cadre de ce travail; mais il est bon de savoir que nos voisins ont toujours pris prétexte de nos dissensions pour parler en maîtres chez nous. Le prix de ces médiations se payait avec le sang des soldats que nous étions tenus de fournir à nos amis et protecteurs intéressés.

Les paysans de la Haute-Argovie, de l'Entlibuch et de l'Emmenthal s'étant révoltés en 1653, 5000 Vaudois et 1200 Neuchâtelois renforcèrent l'armée du général d'Erlach. « Nos gracieux Seigneurs marchent dans leur colère suivis de leurs Welches » disaient les malheureux insurgés en implorant grâce.

La première guerre de Wilmergen éclata bientôt après. L'armée des protestants qui comptait 8000 Vaudois fut surprise au bivouac et battue, le 23 janvier 1656. Les bannières de Morges, d'Yverdon, de Vevey et de Lausanne défendirent avec acharnement le passage de la Bünz. Une lutte désespérée s'engagea autour du drapeau de Cully qui tomba au pouvoir des catholiques percé de balles et teint du sang des hommes de Lavaux.

Au début du XVIII^e siècle, la question compliquée de la succession de Neuchâtel faillit provoquer une guerre avec Louis XIV. Les Etats de Neuchâtel, après de longs débats, adjugèrent au roi de Prusse, Frédéric I^{er}, l'investiture du comté de Neuchâtel et Valangin. Les candidats du roi de France se trouvaient évincés. Louis XIV se sentit profondément blessé. Il fit cesser toutes relations commerciales avec les cantons. Sa cavalerie avança jusqu'à Huningue et vingt-sept bataillons se concentrèrent à Besançon. Aussitôt Berne et Zurich jetèrent 5000 hommes, dont 2000 Vaudois, à la frontière de la Franche-Comté. En quelques jours 30000 Bernois, sous le général de Tscharnier se trouvèrent prêts à marcher. Deux officiers du Pays de Vaud, les généraux de *St-Saphorin* et de *Sacconay de Bursinel*, furent chargés de réorganiser les milices de Neuchâtel. Ils formèrent une division de 10 000 hommes.

Toutes ces forces réunies brûlaient d'en venir aux mains. Berne rappela à ses sujets « les relations qui les unissaient depuis trois siècles à Neuchâtel, et l'exemple de leurs pères qui, jamais, lorsqu'il s'agissait de liberté, n'avaient compté leurs ennemis. » Louis XIV avait besoin de toutes ses troupes pour tenir tête aux Alliés, il en fut réduit à plier devant la fermeté bernoise; il retira ses régiments des frontières suisses et rétablit les relations commerciales. (1707.)

Pendant ce temps, 60 000 Suisses servaient à l'étranger. Chacune des batailles de la guerre de succession d'Espagne mettait en deuil les Cantons. Hœchstett, Ramillies, Oudenarde, Malplaquet répandirent par toute l'Europe la renommée des troupes suisses — et les Welches faisaient bonne figure dans ces régiments qui chaque fois, quittaient les derniers le champ de bataille. A Malplaquet, ils couvrent la retraite de l'armée de France, s'adossent à un ruisseau, écrasés par l'artillerie du prince Eugène, pendant que l'armée entière s'écoule. Le régiment vaudois *de Mestral* a tous ses officiers tués ou blessés; ses débris, une centaine d'hommes à peine, sont ralliés par un jeune enseigne, enfant de seize ans, *Noé de Crousaz*, de Lausanne.

Cependant, les haines confessionnelles n'étaient pas éteintes dans les cantons; *la deuxième guerre de Wilmergen* mit aux prises catholiques et protestants dans ces mêmes bailliages d'Argovie où tant de querelles s'étaient déjà vidées. Les Welches y furent la force principale de l'armée victorieuse, à Bremgarten et à Wilmergen (1712). Leur chef, *le général de Sacconay*, habile et intrépide, avait comme aide de camp, *le major Davel*, son ancien compagnon d'armes dans les campagnes du règne de Louis XIV. Jean de Sacconay avait servi trente ans dans les gardes-suisse de France, puis à la solde d'Angleterre, enfin en Hollande où il parvint au grade de général-major. Jeune lieutenant au siège de Valenciennes, il avait emporté un bastion et pénétré le premier dans la place à la tête de cent grenadiers suisses, Il s'était battu à Senef, à Fleurus, à Steinkerque, sur le Rhin, en Catalogne, en Sicile. Couvert de cicatrices il se retira dans son château de Bursinel et consacra le reste de sa vie au service de son

pays. Chef des milices vaudoises, il fut créé lieutenant-général par LL. EE. de Berne et chargé du commandement en chef de l'armée bernoise, pendant la guerre de 1712.

Cette armée se concentrait à Lenzbourg; elle avait fort belle apparence et les brigades romandes impressionnèrent vivement l'ambassadeur de France, le comte du Luc, qui les vit passer. Il écrivait au roi son maître : « Les troupes filent, elles ne paraissent pas avoir une grande envie de se battre pour le compte d'autrui. Cependant, elles sont belles. Nous avons vu hier passer à Soleure une compagnie de dragons du Pays de Vaud qui est des plus belles. Tous ces dragons sont uniformes et bien faits; ils paraissent tous avoir servi. » Ils portaient l'habit rouge à revers et parements noirs, le tricorne bordé d'argent à cocarde rouge et noire, ils étaient armés de la carabine, de l'épée et de deux pistolets d'arçon. Les fantassins avaient l'habit gris à larges basques, les parements et les bas rouges.

La division de Sacconay se comporta vaillamment au combat de Bremgarten. Attaquée pendant son déploiement, elle parvint à contenir l'ennemi au prix de sacrifices sérieux. *Le baron de la Sarraz* et tous ses officiers furent tués à la tête des dragons vaudois. L'énergique offensive des bataillons *Charrière de Sévery*, de *Saussure* et *Polier de Bottens* ramena la victoire dans les rangs bernois. 500 Vaudois tombèrent ce jour-là. La brigade de *Gingins d'Eclépens* fut particulièrement éprouvée.

Cependant des renforts arrivaient chaque jour. Genève envoyait le bataillon des réguliers de la garnison, commandant *Trembley*, compagnies *Rigaud*, de *la Rive* et *du Puy*. Le régiment *Petitpierre* de Neuchâtel était en route, il comprenait les bataillons de *Chambrier* et *Chevalier*. Le major de *Loys* amenait les cuirassiers vassaux du Pays de Vaud.

Pendant que l'armée dressait son camp dans les plaines d'Argovie, 150 hommes des compagnies *Roguin*, *Bordier*, et *du Plessis*, assaillis dans le village de Sins, se retranchaient dans le cimetière et s'y défendaient en désespérés.

La victoire de Wilmergen termina la campagne (25 juillet). Les bataillons romands y montrèrent leur élan accoutumé.

Les Vaudois, un rameau vert à leur chapeau, chargèrent côte à côte avec Berne, Neuchâtel et Genève. Sacconay blessé deux fois, l'épaule fracassée, conduisit la contre-attaque oubliant le poids des années et ne s'arrêta que renversé par une nouvelle balle. A côté de lui, le général de Tscharner tombait mortellement blessé, et le général de Diesbach roulait sous son cheval, tandis que son adjudant lui faisait un rempart de son corps.

Davel, calme au plus fort du danger, ne cessait d'encourager les siens. On le vit au début de l'action s'emparer d'une batterie à la tête d'un escadron vaudois, sans cesser de s'acquitter avec intelligence de ses fonctions de sous-chef d'état-major. Il disait à ses voisins : « Ce n'est rien, attendez, tenons ferme et vous verrez tout d'abord que la bataille est gagnée. » Et son expérience de vieux soldat ne le trompait pas : A ce moment les grenadiers du *colonel Portefaix*, d'Yverdon, s'élançèrent avec de grands cris, derrière eux le bataillon *Quisard d'Arnex*, les fusiliers de Nyon ; la division Diesbach, ralliée, suivit avec Genève et Neuchâtel, et renversa tout sur son passage. Le bataillon de Moudon vengea la mort de son chef, le *lieutenant-colonel de Cerjat*, tué le matin même. Le colonel Quisard reçut une blessure dont il mourut, à Lenzbourg, quinze jours plus tard. — 1100 hommes se noyèrent dans la Bünz — 3500 cadavres couvraient le champ de bataille. La cavalerie du major de Loys poursuivit les fuyards sur la route de Muri.

Les troupes romandes furent comblées d'éloges. Le baneret Frisching rendit un témoignage éclatant à la bravoure des Genevois. — « Ceux de Genève ont combattu en lions ; on leur doit la gloire de la journée, peu s'en faut, toute entière. »

La paix d'Aarau ne réconcilia pas les Confédérés, leur vieille amitié semblait éteinte, l'ambassadeur de France parlait en maître à la Diète, attisant ou apaisant au gré de ses intérêts les haines et les colères qui grondaient dans les cantons.

Berne seule, il faut le reconnaître, conservait quelque dignité dans le corps helvétique.

Berne s'alliait à la Hollande et regardait vers l'Angleterre pour secouer l'influence française. Ses milices restaient une force organisée dans laquelle les Vaudois comptaient pour un tiers. Sur 21 régiments d'infanterie, 7 étaient vaudois (Nyon, Morges, Lausanne, Vevey, Moudon, Yverdon, Aigle et le bataillon d'Avenches). Le Pays de Vaud donnait en outre 3 escadrons de dragons, 3 de cuirassiers vassaux, trois batteries, le corps des matelots du Léman, fort de 600 hommes avec 50 galères et brigantins armés de canons; la compagnie des carabiniers de montagne des Ormonts. Si l'on ajoute les compagnies vaudoises des régiments de Berne en Hollande, en France et au Piémont, on arrive à un total de 25 000 Vaudois sous les drapeaux de LL. EE.

Le XVIII^e siècle fut une époque de paix profonde pour la Suisse. Les gouvernements des cantons oligarchiques s'endormirent dans une sécurité trompeuse. Le peuple négligea son armée, l'esprit militaire subsista cependant — indestructible, grâce au service étranger; les qualités du soldat suisse, courage et fidélité au devoir, brillaient plus vives, à chaque nouvelle guerre européenne.

* * *

A la fin du XVIII^e siècle, il y eut des troubles dans les cantons, signes précurseurs de bouleversements qui allaient hâter la chute de l'ancienne Confédération. Deux fois encore, le sentiment national parut se réveiller. La nouvelle du massacre des gardes-suisse aux Tuileries provoqua une violente colère dans le pays et l'agitation s'accrut, en septembre 1792, lorsqu'on apprit le supplice des survivants du 10 août dans les prisons de Paris. En même temps, Genève menacée par l'armée du général Montesquiou, demanda des secours aux cantons. Aussitôt 5 bataillons vaudois s'embarquèrent à Nyon et entrèrent dans le port de Genève au moment où l'avant-garde française atteignait Carouge. Le général de Muralt avec 14 bataillons, 4 escadrons et 6 batteries du Pays de Vaud, couvrait la frontière du Jura. Après deux mois de pourparlers, l'armée française se retira en Savoie. La ferme attitude du

Pays de Vaud et de Genève venait une fois de plus d'en imposer à nos voisins de l'ouest.

Six ans plus tard, la Révolution vaudoise qui, selon Rovéréa, « fut la clef de celle de toute la Suisse », ouvrit aux armées du Directoire le chemin de Berne et des petits cantons. Il se trouva des Romands dans les rangs de ceux qui défendirent la vieille Suisse expirante, il y en eut surtout chez les partisans des idées nouvelles. En 1798, la « Légion fidèle » du *colonel de Rovéréa*, composée de paysans vaudois du Jura, du Vully et de la Broie, se battit pour Berne de façon à mériter les éloges de ses ennemis. Dans les Alpes vaudoises, les montagnards des Ormonts et de Château-d'Œx repoussaient les Français au col de la Croix pendant que le *capitaine Pittet*, des Ormonts, vieillard à cheveux blancs, défendait le village de La Forclaz avec ses carabiniers. Ses deux fils étaient dans les rangs ennemis. Sous le *général Debons*, 4000 Vaudois embrigadés dans l'armée du Directoire, participèrent à la prise de Fribourg et au combat de Neuenegg. D'autres bataillons romands s'attirèrent les éloges de Masséna à l'armée d'Helvétie, en 1799 dans les Alpes, avec Lecourbe et Molitor; au combat de Frauenfeld, à la bataille de Zurich.

L'invasion, l'occupation étrangère, la guerre européenne en Suisse, des années d'humiliation et de ruine avaient anéanti les ressources financières du pays. L'armée nationale n'existait que sur le papier, d'autant plus qu'à partir de l'Acte de médiation, Napoléon I^{er} accapara les forces militaires des cantons pour ses régiments suisses toujours maintenus au complet. Sous son règne, la Suisse dut fournir quatre-vingt dix mille recrues qui périrent, en grande partie, en Calabre, en Espagne et en Russie.

Pendant ce temps, des mobilisations partielles, en 1803 et 1809, montrèrent l'insuffisance de nos milices. Le général de Wattenwyl avait reçu de la Diète le commandement suprême. Les contingents du jeune canton de Vaud firent l'admiration des Confédérés et se placèrent, d'emblée, au premier rang. En décembre 1813, un faible cordon de 20 000 hommes gardait la frontière du Rhin; 160 000 Autrichiens s'approchaient. Brusquement, le 17 décembre, la petite garnison de Bâle fut

sommée de livrer les ponts du Rhin. Malgré les protestations du général, et pour éviter le bombardement de la ville, le gouvernement donna l'ordre aux troupes de se retirer à l'intérieur du pays. Les soldats ressentirent profondément cet affront; ils eussent préféré combattre pour sauver l'honneur. L'exemple de Saint-Jacques sur la Birse était devant tous les yeux, comme un reproche. Les Vaudois du bataillon *Carrard* crièrent très haut leur indignation, dans leur colère quelques hommes brisèrent leurs armes. Le *colonel Guiguer de Prangins*, chargé de la défense d'Eglisau, refusa d'abord d'obéir à l'ordre humiliant. Les Autrichiens entrèrent, ils inondèrent le pays, mais, en passant, ils rendirent Genève à la Suisse.

Pendant les cent jours, la Confédération sortit de sa neutralité. Le général Bachmann an der Letz, de Glaris, ancien général au service de France, commandait en chef. Il avait comme chef d'état-major le *général de Castella*, de Fribourg, qui avait fait la campagne de Russie à la tête du 2^e régiment suisse. En juillet 1815, 40 000 Suisses pénétrèrent en Franche-Comté; un corps combiné fut envoyé par les cantons au siège d'Huningue. Les Romands, et surtout les Vaudois, que cette expédition n'enthousiasmait guère, firent taire leurs sympathies et prouvèrent par leur conduite exemplaire et leur discipline qu'on pouvait compter sur leur entier dévouement, en toutes circonstances.

Les années de paix qui suivirent les grandes guerres de l'Empire permirent à la Suisse de reconstituer son armée. Deux fois de suite, en 1831 et 1838, un Vaudois, le *général Guiguer de Prangins*, fut placé par la Diète à la tête de l'armée fédérale. Il était né en 1780; à 19 ans il assistait à la bataille de Zurich comme capitaine dans la première demi-brigade helvétique. En 1803, il est chef de bataillon, colonel en 1805. Il commande une brigade à la frontière, en 1809, en 1813 et 1815. En 1831, il eut cinq divisions sous ses ordres, mesure de précaution, car la France était agitée par la révolution de juillet et on craignait des complications internationales.

Le général Guiguer fut appelé une seconde fois à commander l'armée suisse en 1838, lors de l'affaire Louis-Napoléon.

Le général français Aymard menaçait d'entrer en Suisse avec 37 000 hommes concentrés près de notre frontière ; d'autres troupes, à Lyon, se préparaient à marcher. Dans un grand élan de patriotisme, sans attendre les ordres de la Diète, Genève répara ses fortifications et appela 7000 hommes aux armes sous le *colonel Kunkler*. Vaud jeta instantanément les brigades *Constançon* et *Muret* à la frontière, 20 000 hommes étaient prêts à les appuyer. Le Valais et Fribourg suivirent le mouvement. La Diète sut parler un langage énergique et fier. Tous les cantons se levèrent. Les Suisses établis à l'étranger accoururent en foule. Alors le prince Napoléon, citoyen thurgovien et capitaine dans l'armée fédérale, se rendit en Angleterre et le danger se trouva écarté. Louis-Philippe retira ses troupes.

La Suisse allemande sut témoigner sa reconnaissance aux Welches dont l'attitude pleine de dignité avait eu de si heureux résultats. Lucerne, Zurich, Schaffhouse envoyèrent des adresses de félicitations, des sabres d'honneur et des médailles commémoratives à leurs Confédérés welches « les gardiens de l'honneur national ». Une députation d'officiers zuricois remit aux gouvernements de Vaud et Genève deux drapeaux à flammes rouges et blanches, partagés par la croix fédérale, avec l'inscription : « Aux milices des cantons de Genève et Vaud, leurs frères d'armes zuricois. »

Le souvenir du général Guiguer de Prangins s'est conservé. Sa belle figure reproduite par l'image se trouve dans bien des maisons suisses à côté de celle du général Dufour.

D'étapes en étapes, de progrès en progrès, l'armée fédérale se développait, s'affirmait comme la pierre angulaire de notre édifice national, la plus originale de nos institutions, le refuge de l'amitié confédérale et de la fraternité républicaine.

Une fois encore, en 1847, la guerre civile faillit tout compromettre. Le Sonderbund fut un triste spectacle donné à l'Europe, mais aussi le point de départ d'une Suisse nouvelle, plus unie et plus forte — la Suisse de 1848.

Cette guerre, que nous devons laisser tomber dans l'oubli, révéla, cependant, au pays ses ressources militaires : 180 000

hommes des deux partis furent engagés. Le Sonderbund mit surtout en valeur un homme dont la mémoire est vénérée dans la Suisse entière: le général Dufour, de Genève. La Diète le plaça à la tête de l'armée fédérale le 21 octobre 1847.

Né à Constance en 1787, il avait servi en France, comme officier du génie et s'était battu contre les Anglais à Corfou. Il rentra en Suisse en 1817; lieutenant-colonel en 1820, colonel en 1827, chef d'état-major en 1831, divisionnaire en 1833 — il fut le promoteur de la réorganisation militaire de 1850 qui corrigea quelques-uns des défauts de la loi de 1817.

Il créa l'école militaire de Thoune « pour amener l'harmonie nécessaire entre les troupes des divers contingents cantonaux ». Il fut l'auteur de notre admirable carte d'état-major.

Au Sonderbund, le contingent de Genève dépassa les effectifs légaux; Vaud devait fournir 5389 hommes, 19 198 répondirent à l'appel.

Dufour fut une seconde fois investi du commandement suprême en 1849, une troisième fois en 1857, lors de l'affaire de Neuchâtel qui risqua de nous mettre en guerre avec la Prusse. Au chant de « Roulez tambours » l'armée se concentra sur le Rhin. Les instructions du Conseil fédéral au général portaient: « qu'il pourrait prendre l'offensive sans égards aux limites de la Suisse, qu'il franchirait au besoin ».

En 1859, enfin, lors de la guerre entre la France, l'Italie et l'Autriche, Dufour reprit une quatrième fois le commandement en chef. Il confia au colonel Bontems, de Genève, le corps d'observation du Tessin.

La question de la neutralité de la Savoie, en 1860, nécessita une levée de troupes: onze mille hommes furent rassemblés à Genève. Chacune de ces mobilisations était suivie de réformes; l'année 1865 vit la fondation du bureau d'état-major à Berne. L'occupation des frontières en 1870-71 prépara la réorganisation de 1874. Le général Herzog avait reconnu les points faibles du système des contingents cantonaux et l'insuffisance de l'instruction des troupes.

La loi de 1907 a exigé de nouveaux sacrifices que le peu-

ple a acceptés de bon cœur. Sous ce régime, en quelques années, grâce à un travail intensif, des progrès considérables ont été réalisés. La mobilisation de 1914 a consacré cet effort. L'armée qui, depuis vingt-cinq mois, veille à nos frontières est l'expression de notre volonté de vivre. Elle représente une force intacte que les belligérants respectent.

La Suisse romande a collaboré de tout son dévouement à l'œuvre de défense commune. Son zèle n'a jamais faibli; elle continue à donner au pays des officiers supérieurs distingués et des soldats dont nos Confédérés savent apprécier les qualités.

* * *

Nous sommes arrivés au terme de cette étude. Elle n'est qu'un pâle résumé des états de service des Welches. La Suisse romande peut, sans aucune vantardise, revendiquer sa part dans l'histoire militaire de la Confédération, elle a même le droit d'en tirer quelque fierté.

Pour nous Welches, des enseignements se dégagent de ce long passé guerrier. Par notre participation, à titre d'alliés et de sujets, aux guerres de l'époque héroïque des Liges, de St-Jacques à Marignan, *nous possédons avec les Suisses allemands des traditions militaires communes*. Ils ont été nos maîtres dans l'art de la guerre, cela est incontestable; ils l'ont été non seulement sur les champs de bataille, par les exemples admirables qu'ils nous ont donnés, mais aussi par une pénétration séculaire de leurs idées, de leurs méthodes d'instruction militaire, par leur goût de l'ordre et de la discipline. Et cette tradition là est bien de chez nous, elle n'a rien d'une importation étrangère. Les *Trüllmeister*, ces rudes sous-officiers qui instruisaient les contingents dans les communes, au XVI^e siècle déjà, ont inculqué à de nombreuses générations de soldats romands les principes du coude à coude et de la discipline du rang. Et les élèves sont devenus de bons maîtres, à leur tour. Ce vieux mot suisse *Trüll*, dont on a fait *Drill*, a passé dans le vocabulaire militaire anglais et allemand. Il est même employé par les écrivains militaires français. Les *Trüllmeister* des cantons suisses ont été les instructeurs des lansquenets allemands et des premiers fantassins français.

Les Welches ont reconnu, sans peine, les avantages de cette forte tradition militaire, ils ont adopté et assimilé ces mêmes principes de discipline; quelques modifications dans la forme extérieure indiquent seules la différence de race et de tempérament. Pendant longtemps même, il parut tout naturel aux Welches qui servaient dans les régiments suisses de France d'être commandés en dialecte suisse-allemand. C'était, du reste, un privilège des troupes suisses à l'étranger de conserver leurs règlements propres et leur langue nationale. Dans une revue de la division suisse passée par Napoléon, aux Tuileries, en 1812, un général français ayant voulu commander les mouvements d'ensemble en français, le régiment de Castella, composé de Welches, refusa d'exécuter les ordres tant qu'ils ne seraient pas donnés en *Schwytzerdütsch*.

Dans nos luttes intérieures, les questions de race n'ont, jusqu'ici, jamais joué de rôle; il s'est toujours trouvé des Welches dans les deux camps.

« Malgré la différence de races, les deux Helvéties ont toujours vécu intimement enlacées, par des guerres civiles quand ce n'était pas par l'union et la paix. » (Juste Olivier. Révolution helvétique. Introduct. p. 20.)

Les questions de races n'ont pas eu d'influence, non plus, quand un danger extérieur a menacé la Suisse. Les cantons alémaniques ont lutté 300 ans pour se séparer de l'Empire germanique, leur ennemi héréditaire; les Tessinois ont refusé, en 1797, de faire partie d'un Etat italien: la République cisalpine; Genève a résisté victorieusement à l'attrance de la nation voisine; tous les cantons romands se sont levés avec enthousiasme contre la France, en 1838. Chaque fois que l'existence du pays sera menacée, ces mêmes faits se reproduiront. Dans le trouble de l'heure présente, cette certitude est nécessaire. Douter, c'est oublier tout le passé de la Suisse et désespérer de l'avenir. « Ce qui constitue une nation moderne, ce n'est pas la langue, ce n'est pas la race, c'est la volonté de la vie nationale résultant de souvenirs communs, c'est le passé que les pères ont partagé et l'avenir que les fils sont décidés à partager encore ¹. » V.

¹ Ch. Borgeaud: le 1^{er} juin 1914.